

SAINT-DIDIER-AU-MONT-D'OR Social/santé

Des employés du Val Rosay en grève mardi 16 juin

Des salariés du premier établissement de soins de suite et de réadaptation de la région Rhône-Alpes en termes de capacité d'accueil seront en grève mardi prochain. Ils se joignent au mouvement national des personnels de santé pour obtenir primes et revalorisation salariale.

Aujourd'hui, l'établissement du Val Rosay offre 355 lits en hospitalisation complète et 50 places en hospitalisation de jour pour des soins de suite et de réadaptation. Il appartient au groupe Ugecam, opérateur de santé privé à but non lucratif, qui n'est pas dans le giron du service de santé mais dans celui de l'assurance maladie. Pourtant, une partie de ses salariés répondra mardi 16 juin à l'appel à la grève nationale lancé par quatre des cinq principaux syndicats de la fonction publique hospitalière (CGT, FO, Sud et Unsa).

« La grève a été décidée au sein des Ugecam et on a choisi de se greffer sur la grève nationale des personnels de santé du 16 juin, explique Sabine Grangy, déléguée CGT à l'Ugecam Rhône-Alpes. La santé se mobilise pour défendre ses intérêts, nous, on n'est pas considérés comme service public de la santé pourtant nous avons aussi des infirmières et des aides-soignants... On était tous sur le pont pendant la crise sanitaire, ça nous a demandé beaucoup d'énergie, on a pris des risques puisqu'au début, on n'avait même pas de masques. »



Lors d'un précédent mouvement en 2018. Cette fois, mesures sanitaires obligent, il n'y aura pas de rassemblement devant l'établissement. Photo Progrès/Maël MORIN

« À eux maintenant de faire leur métier »

Déjà en négociation depuis fin 2019 sur la classification des métiers, le personnel des établissements du groupe espère à minima avoir droit, lui aussi, à la prime de 1 000 €, pour l'ensemble des salariés qui se sont mobilisés pendant la crise. « On dépend de la Sécurité sociale, donc la prime, il faudra aller la chercher, insiste la syndicaliste. On la demande mais on n'a pas de réponse, ou alors on nous fait lanterner, jouant la carte de l'essoufflement. Pourtant, on a soigné pendant la crise, on a fait notre métier, à eux maintenant de faire le leur. » Traduction : c'est à la direction de faire le nécessaire pour demander de l'argent. Mais d'après le syndicat, l'employeur aurait déjà dit qu'il « n'irait pas chercher d'enveloppe supplémentaire pour la revalorisation de la profession ».

Le 16 juin, une forte mobilisation est espérée, autour de 50 % du millier d'employés en région, dont près de 450 rien qu'au Val Rosay. Une délégation défilera bien entendu à Lyon avec les soignants, mais une action locale est envisagée pour être plus visible. Le mot d'ordre : prime, revalorisation des métiers et dégel du point d'indice.

Frédéric GUILLON

Le mot de la direction

Du côté de l'Ugecam Rhône-Alpes, on explique : « Nous sommes des organismes privés à but non lucratif et à ce titre, au regard des négociations qui sont en voie d'aboutir sur le champ sanitaire et médico-social, nous sommes tout à fait éligibles à la prime. Un organisme régional ne peut s'affranchir du contexte national, puisque la prime sera versée sur des fonds État. Je regrette fortement que les annonces dans la fonction publique aient précédé de quelques semaines celles du secteur privé mais l'issue sera la même et nous nous en réjouissons. »

Concernant « les négociations en cours sur la classification, elles visent à simplifier les grilles de classification des salariés et à donner de la souplesse dans les évolutions ». « Le changement de classification doit s'accompagner de la bonne valorisation de tous les emplois, sans dépréciation de certains au détriment d'autres. Les négociations sont toujours en cours. Elles ont été interrompues du fait de la crise Covid et reprendront en septembre. »

À VAUGNERAY AUSSI

Une partie du personnel de la clinique de Vaugneray sera elle aussi en grève mardi. Les salariés grévistes de cet Établissement de santé privé d'intérêt collectif (Espic) de 289 places, dont 141 en psychiatrie générale adultes et 148 en gériatrie, revendiquent une prime de 1 500 €, « et pas juste pour 20 % de l'effectif », explique Morgane Henry, déléguée syndicale CGT. « On exige aussi de meilleurs salaires et conditions de travail... Une vingtaine de postes vacants depuis un an ne sont pas remplacés. À l'Ehpad, on n'arrive plus à recruter. » Le syndicat appelle à manifester entre 12 h 30 et 14 h 30, dans la cour de l'établissement.